



Adoptez l'éco-attitude
N'imprimez ce document que si c'est nécessaire



Bulletin d'information

janvier 2023

Une première prise de conscience face à votre mobilisation

LCL a, dans un premier temps, tenté de discréditer votre mouvement social du 17 janvier dernier par de la désinformation (presse et salariés). **Aujourd'hui le comex avoue clairement, dans son message du 23 janvier que votre colère s'est traduite par un mouvement d'ampleur. En effet, voici ce que vous écrit le comex :** « Dans un souci d'unité collective dans l'entreprise et d'apaisement le Comex a décidé d'appliquer les mesures suivantes... »

Oui, l'action solidaire du 17 janvier de tous les grévistes permet de faire infléchir légèrement la Direction Générale LCL. Relisez notre com d'il y a cinq jours, nous avons annoncé ce scénario. Autrement Solidaires remercie d'ailleurs, une fois encore, toutes celles et ceux qui ont sacrifié une journée de salaire et donc permis de commencer à faire bouger les lignes en faisant grève.

Mais pour AS, c'est toujours non

Autrement Solidaires acte la volonté de notre employeur de revenir à de meilleures considérations. Certes la Direction injecte 8 millions d'euros supplémentaires (3,5 millions d'euros complémentaires pour la RVP 2022 et 4,5 millions d'euros de plus liés aux boosts 2022 et versés en 2023). **Mais pour AS, le compte n'y est toujours pas et surtout ces « ajouts » ne répondent pas à vos demandes.** Faut-il rappeler que le résultat net avant impôts dépassera certainement encore le milliard d'euros, sans se soucier de vos conditions de travail totalement dégradées, voire à certains endroits, insupportables...

En effet, Autrement Solidaires revendique toujours une Mesure Générale ainsi qu'une prime de partage de la valeur conséquente (mot utilisé par la Direction). Les salariés LCL ne sont pas des mendiants et vous proposer un prêt à taux 0 en marque de reconnaissance ne permet pas de régler les vrais problèmes de partage du résultat et de pouvoir d'achat. De plus, notre Direction n'évoque aucunement les conditions de travail qui pourtant continuent de se dégrader. **Lunaire...**

1/2

Autrement Solidaires National : Sandra Dellarocca (MED, membre CSEC) 06 78 29 11 14, Pascale Dorche (GPSE, membre CSEC) 06 45 03 44 05, Thierry Cornu (Siège Opé.) 06 64 98 45 24, Isabelle Marro (MED) 06 47 41 91 06, Gilles Bacquet (NO) 06 78 47 48 04, Laurence Bonnat (Siège Opé.) 06 98 43 23 42, Frédéric Bureau (NO) 06 85 03 98 31, Franck Lecomte (NO) 06 80 50 77 55, Sophie Godalisse (MED) 06 62 37 98 73, Sylvie Perron (OUEST) 07 67 17 36 41, Isabelle Joncour-Danel (GPNO) 06 15 46 92 70, Soraya Baali (Siège opérationnel) 07 61 56 36 64, Laurent Fauconnier (GSO) 06.81.16.94.72, Isabelle Depecker (EST) 06.07.43.60.70, Kenny DEMARQUE (RAA) contact@autrement-solidaires.fr



AS maintient ses demandes, à savoir une Mesure Générale, une Prime de Partage de la Valeur à la hauteur de votre investissement mais aussi une nette amélioration des conditions de travail.

Vous l'avez compris, depuis des mois Autrement Solidaires réclame une unité de tous les syndicats, sans exception. Partout où les partenaires sociaux s'unissent tous, les salariés bénéficient de vraies mesures salariales (Mesures Générale et Prime Partage de la Valeur). D'ailleurs, vous êtes nombreux à nous faire remarquer que faire une pétition après une journée de grève n'a aucun sens. Autrement Solidaires partage votre point de vue. Celle-ci aurait été plus judicieuse avant la grève.

La Direction a terminé sa communication du 24 janvier en écrivant : « En dernier lieu, pour tenir compte de l'évolution de la situation économique, nous maintenons la clause de revoyure en juin 2023 et nous donnons rendez-vous aux organisations syndicales représentatives à cette date ». AS demande dès maintenant que cette clause de revoyure porte sur la mise en place d'une Mesure Générale ainsi que d'une nouvelle prime de partage de la Valeur.

AS demande également qu'un chantier sur les conditions de travail soit ouvert le plus rapidement possible. Cette revendication était également au cœur des revendications des grévistes du 17 janvier. A ce jour, LCL n'apporte aucun début de réponse. Pourtant, les « nouveaux » repartent aussi vite qu'ils sont arrivés et l'incapacité à pouvoir recruter dans certains endroits devient inquiétante.

Ce que propose AS pour prolonger votre mouvement

En attendant, AS propose que tous les élus de France, toutes Organisations Syndicales confondues, boycottent le plus rapidement possible toutes les instances représentatives du personnel (CSEC, CSE, CSSCT, commissions). C'est bien de demander aux salariés d'être courageux et de faire grève, c'est mieux de prendre ses responsabilités et de montrer aux mêmes salariés que le courage ne s'arrête pas à la porte d'entrée des bureaux syndicaux. En parallèle, AS propose qu'une intersyndicale composée de toutes les organisations syndicales présentes chez LCL voit vraiment le jour et que celle-ci informe les médias de cette démarche. LCL déteste voir ses « problèmes » mis sur la place publique.

Si vous estimez notre proposition cohérente, nous vous demandons de nous le confirmer en nous écrivant via le lien contactez-nous (simple d'utilisation). Mais nous vous demandons également de challenger les autres OS, que vous y soyez adhérent(e)s ou pas. Dites-leur que vous partagez la proposition AS et exigez qu'ils sortent de leur « zone de confort » et agissent vraiment avec nous.

Il est temps d'agir autrement, d'être représentés autrement.



Parce que la solidarité n'est plus une option



autrement-solidaires.fr



Contactez-nous

AS'dhérez !

